



A Political and Ethical Knowledge on Economic Activities
Un Savoir politique et éthique sur les activités économiques
Un Saber político y ético en las actividades económicas

Rapport Moral du Projet PEKEA en 2011	2
A- Le projet PEKEA : genèse et histoire	2
B- Les modalités de fonctionnement	3
C- Les groupes thématiques du projet	5
1. Organisation interne pour des activités de création de valeur	5
2. Echange et coopération entre groupes, communautés, régions, Nations	5
3. Processus de choix collectifs et de prise de décision	5
4. Nouveaux concepts pour un nouveau paradigme de la connaissance	5
D- Le programme d'activités 2011	6
D1- LISP – Indicateurs locaux pour le progrès sociétal : <i>ISBET – indicateurs sociétaux de bien-être territorialisé</i>	6
D2- NC / EDU – Nouveau cursus d'études - <i>Projet de Traité d'économie politique de la vie quotidienne</i>	7
D3 - NURR – Nouvelles relations urbains – ruraux - <i>Soutien aux paysans de Fukushima</i>	7
D4- Les rencontres du Club des gouvernements locaux	8
E- Le programme prévisionnel d'activités du Projet Pekea pour 2012-2013	8
E1- LISP – Indicateurs locaux pour le progrès sociétal : suite du projet ISBET - <i>COREBE</i>	8
E2- PF / ESC – Firme participative - l'entreprise comme cellule sociétale - <i>Projet Interreg B.NEW</i>	9
E3- L'organisation d'un congrès Pekea+10 - <i>Coopération et formes d'organisation sociale</i>	10
E4- Les rencontres du Club des gouvernements locaux	11
E5- Autres projets en cours ou à relancer	11
F- Conclusion et perspectives	12
G- Budget prévisionnel 2012	13
Annexe n°1 : Argument général de PEKEA	14
Annexe n°2 : Le Club des Gouvernements Locaux - CGL	15
Annexe n°3 : Le projet PEKEA aux Nations Unies	17
Annexe n° 4 : Coresponsabilité et bien-être - COREBE	18
Annexe n° 5 : Congrès 2012 - Appel à participation	21

Rapport Moral du Projet PEKEA en 2011

Le projet Pekea est une association loi 1901, créée en 2003, et ayant acquis le statut consultatif d'une ONG auprès de l'ECOSOC des Nations unies. Réseau mondial de citoyens, d'ONG et d'universitaires, qui ont tous acceptés d'adhérer à l'*argument* (cf. **annexe n° 1**).

En effet, à chacun de ses niveaux opérationnels : local, national, régional et mondial, le projet a désormais des programmes en cours ou en perspective, qui supposent le maintien de l'appui que les autorités régionales lui ont toujours apporté ; sans pour autant négliger la nécessité de trouver des ressources complémentaires, notamment, bien entendu, dans le cadre d'opérations menées par des adhérents dans différents pays du monde. Cependant, une caractéristique de Pekea est d'avoir son siège administratif et scientifique à Rennes, ce qui rend le projet dépendant du soutien régional.

Compte tenu de l'évolution du projet, ce rapport va s'employer, comme chaque année, à en rappeler la genèse et l'histoire (**A**). Puis, à expliquer le mode opératoire du projet (**B**), étant entendu que ce mode opératoire n'est pas complètement abouti, ainsi que l'organisation en groupes thématiques (**C**). Il dressera ensuite le bilan de l'année écoulée (**D**) et détaillera la mise en œuvre des projets thématiques sur les deux prochaines années 2012-2013 (**E**). En outre, il soulignera l'accent porté pour l'amélioration de la visibilité et de la diffusion du projet (**F**). Le budget prévisionnel sera présenté en dernier ressort (**G**).

A- Le projet PEKEA : genèse et histoire

Le projet Pekea est né avec des économistes insatisfaits de la mise en œuvre de théories et d'expertises économiques, au regard de l'état déplorable du monde au début du XXI^e siècle. La mystification que constitue le recours à des « mécanismes de marché », dans un contexte de concentration du pouvoir de monopole des entreprises, ne saurait constituer, ni le diagnostic, ni la réponse, aux dysfonctionnements concrets des dimensions économiques de notre vie quotidienne.

Ils ont décidé de chercher les raisons fondamentales qui pourraient expliquer l'inefficacité des recettes présentes et passées. Ce groupe d'universitaires rennais, associé avec des collègues de quelques autres pays qui partagent leur interrogation, a décidé de lancer la construction d'un nouveau programme de recherche international, à l'occasion d'un congrès tenu à la CEPAL (ONU), à Santiago du Chili, avec le soutien actif de Rennes Métropole, de la Région Bretagne, des deux universités rennaises, de l'IEP de Rennes et de l'*Universidad Academia Humanismo Cristiano* de Santiago du Chili. Et, avec l'appui financier du Ministère des Affaires Etrangères ; tandis qu'il recevait l'appui intellectuel international de l'UNESCO et de la CNUCED. Ce congrès s'est tenu les 10-11-12 septembre 2002. Une partie des actes a été éditée par l'ISMÉA [Humbert 2003]. Il a permis de réunir l'assemblée constituante de l'association Pekea, enregistrée en mars 2003 au titre de la loi française de 1901, avec son siège à Rennes.

Parallèlement, le congrès élaborait la définition du *projet pour un savoir politique et éthique sur les activités économiques*. Ce projet se distingue du protocole traditionnel de la pensée économique, à vocation idéologique, de trois façons :

1. il s'agit d'une approche multidisciplinaire internationale, menée avec des universitaires et des chercheurs d'une quinzaine de disciplines différentes et originaires de plus de soixante pays.
2. il s'agit d'une recherche en interaction avec la société civile, les militants, de toutes obédiences, les citoyens et les ONG avec lesquels des partenariats sont noués.
3. il s'agit d'une volonté d'interaction avec les gouvernements locaux et leurs administrations, qui sont en prise concrète avec les activités économiques de la vie quotidienne. Et, du même coup, il s'agit de

contribuer à une approche « compréhensive », c'est-à-dire ouverte, multidisciplinaire, responsable et impliquée, vis-à-vis des populations concernées.

Les modalités de définition du programme ont permis aux congressistes de formuler quatre blocs de connaissances, pour servir de base à l'élaboration d'un nouveau paradigme. Ces blocs ont été débattus lors de plusieurs congrès internationaux, hébergés par des Universités et appuyés par le PNUD :

1. **La valeur sociétale** (Université de Rennes 1, Rennes-France, 2003) : Qu'est-ce qui est **valeur** pour la société : qu'est-ce que la valeur sociétale et la richesse de nos communautés ? Comment mesurer la richesse ? Comment mesurer le progrès dans les directions que nos communautés ont décidé de suivre et vers les objectifs qu'elles ont choisi ? La formulation au colloque de Santiago était - A propos de la valeur et de la comptabilité des valeurs socialement reconnues.
2. **Le futur commun possible** (Dhurakijpundit University, Bangkok-Thaïlande, 2004) : Une planète humaine et solidaire ? Que peut-on exprimer de rigoureux et pragmatique comme substitut au vieux rêve d'avoir pour chacun une vie matérielle sur le modèle de l'américain blanc moyen et qui était dénommé "développement" ou maintenant "développement durable" ? Ceci est plutôt important à la fois philosophiquement et concrètement. C'est une vision nécessaire et une toile de fond pour construire quelque chose qui aide à se débarrasser de l'inhumanité et de décoller de la préhistoire de l'humanité.
3. **La démocratie face à l'écocratie** (Université de Rennes 2, Rennes-France, 2005) : L'intégration de la dimension du "Politique" est spécifiquement l'affirmation que les pseudos "lois économiques" n'ont pas à être révérees mais soumises à des "lois sociétales" décidées par des humains d'une manière démocratique avec justice. Qu'en est-il de la démocratie face à l'écocratie ? Nous rejetons tous la capacité de la main invisible du marché à résoudre par exemple les problèmes des relations internationales dans les produits agricoles et nous contestons la signification de "démocratie" quand la Chine et Monaco ont une voix chacun. Entre individus, quand la répartition "originelle" de la richesse est si inégale, que peut faire le marché, quel type de démocratie peut fonctionner ? Comment décider des objectifs "collectifs", "communs" et les moyens pour se diriger vers eux et articuler les différents niveaux de "collectifs" et de "communautés" ?
4. **Les comportements individuels et collectifs** (Université Cheikh Anta Diop, Dakar-Sénégal, 2006) : L'analyse théorique et l'observation empirique des comportements individuels et collectifs dans une perspective transdisciplinaire. Beaucoup de concepts autour de la rationalité sont des questions à toutes les sciences humaines et sociales. Est-ce que, par exemple, le concept d'"appropriateness", serait un bon point de départ vers une approche post-disciplinaire pour comprendre les comportements individuels et collectifs?

Une fois les directions définies, le programme Pekea a jeté les bases de la mise en œuvre de cette réflexion interactive. En écartant de fait les approches fondamentalistes ou dogmatiques, qui proposent en général le meilleur des mondes, tel qu'un petit groupe, aux conditions de légitimité discutables, l'a défini. Dès lors, il convenait de trouver le modèle de fonctionnement qui permette une interactivité robuste entre les acteurs et les décideurs.

B- Les modalités de fonctionnement

Il existe naturellement plusieurs difficultés pour piloter et maintenir la dynamique du projet. Parmi ces difficultés, la taille de l'ONG, avec un millier de correspondants, dont plus de 700 appartenant au monde universitaire, provenant de plus de 60 pays et impliqués dans 40 disciplines différentes (dont majoritairement les sciences humaines et sociales – économie politique, sociologie, management, sciences politiques, philosophie, géographie, anthropologie et histoire –).

Or, compte tenu de la nécessité fondamentale d'une interaction forte entre la société civile, ses représentants politiques et les académiques, la base des projets reste fondamentalement locale : territorialisée. Toutefois, du fait des expériences différenciées qui sont mises en évidence ici ou là, la confrontation, la discussion, le débat se situent, à la fois, au niveau local, national et international.

Sachant que la structure administrative se trouve à Rennes, le groupe de pilotage doit composer entre le fort maintien de la dynamique locale et l'émulation des différents groupes à travers le monde. En outre, ayant obtenu le statut consultatif spécial d'ONG auprès de l'ECOSOC (www.un.org/french/ecosoc/) des Nations Unies en juillet 2006, le projet Pekea dispose d'une tribune auprès de laquelle faire retentir ce que les groupes thématiques révèlent.

Nous avons à ce titre désigné à partir de 2010 les représentants du projet auprès de l'Organisation :

- Jean-Louis PERRAULT, Secrétaire exécutif de Pekea et délégué principal à la CEE,
- Rolande BORRELLY, déléguée à la CEE,
- Alain YVERGNIAUX, Président du CGL, délégué à la CEE,
- Boureima SADOU, principal délégué à la Commission économique pour l'Afrique (CEA),
- Juan SOTO, principal délégué à la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC),
- Om HUVANANDANA, principal délégué à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).

Les délégués étant désignés, ils peuvent proposer des communications auprès du département des affaires économiques et sociales de l'organisation internationale.

Si l'on devait schématiser le fonctionnement du programme, on pourrait le résumer en quatre sphères ; dont trois d'entre elles sont contributrices à la réflexion. Les *sphères politiques et citoyennes*, fortement reliées, sont les principaux contributeurs d'où émanent à la fois des questions et des réponses-observations, face aux problèmes de la *vie quotidienne*¹ à l'échelle locale ou territorialisée. La *sphère politique*, prise ici au sens des acteurs qui doivent prendre des décisions pour accompagner les métamorphoses de la Cité, a été structurée, dans le cadre du programme, sous la forme d'un **Club des gouvernements locaux** (cf. **annexe n°2**). La *sphère citoyenne*, au niveau de laquelle le programme s'efforce d'identifier les logiques d'acteurs, est majoritairement composée des **adhérents** et des **partenaires** du programme. Elle permet d'éviter des lectures purement académiques, c'est-à-dire souvent doctrinales ou élitaires, des problèmes de la *vie quotidienne*.

La *sphère académique*, composée des **universitaires** membres de Pekea, notamment dans le domaine de l'économie politique, a pour fonction de *structurer* le traitement des thèmes et d'*offrir les contributions techniques* pour rendre les réponses locales codifiables ; et permettre de les partager dans le réseau Pekea.

En développant notre statut consultatif auprès des **Nations Unies** (cf. **annexe n° 3**), les résultats des groupes thématiques pourront éventuellement avoir une audience et un rayonnement utile à la communauté internationale (4^e sphère).

La programmation des thèmes a été consolidée, entre le congrès de Dakar et les discussions au sein du *Club des gouvernements locaux*. Elle s'articule en quatre grands thèmes, eux-mêmes décomposés en groupes de travail. Ces groupes ne sont pas tous localisés en Bretagne, naturellement ; et certains sont plus dynamiques que d'autres.

Les groupes qui sont pilotés depuis la région Bretagne sont mentionnés en gras. Il s'agit de :

- ME – économie morale ;
- ESC – l'entreprise comme cellule sociétale ;
- PF – la firme participative ;
- NURR – nouvelles relations urbains-ruraux ;
- LISP – indicateurs locaux pour le progrès sociétal ;
- NC – nouveaux cursus d'études en économie.

¹ La réflexion sur la notion de *vie quotidienne* est à reprendre et approfondir, pour dépasser les formulations des objectifs socio-économiques en termes de croissance ou d'accumulation [Lefebvre 1968].

C- Les groupes thématiques du projet

La liste des différents groupes thématiques, formulée à Dakar, se décompose en quatre grands thèmes, qui sont présentés synthétiquement ci-dessous.

1. Organisation interne pour des activités de création de valeur

- SSE / ME - *Economie sociale et solidaire / Economie morale* – L'objectif est de développer une réflexion sur la pertinence d'une conception de l'ESS, de « l'économie morale » ou d'autres conceptions dites alternatives pour voir dans quelle mesure ce ne sont pas là les fondements même de l'économie politique toute entière.
- NC / EDU – *Nouveau Coursus d'études - Education* - Un nouveau cursus d'études pour enseigner l'analyse des activités (économiques) et concevoir différemment l'économie.
- PF / ESC- *Firme participative / L'entreprise comme cellule sociétale* - Un groupe fonctionne en France, qui s'interroge sur la faisabilité de nouvelles régulations et réglementations permettant une participation avancée à plus de décisions de la part des travailleurs dans n'importe quelle sorte de firme, qui permet alors de développer une approche partenariale de toute entreprise.
- LAB / PST – *Travail-Activités / Transformation personnelle et sociale* - Que signifient réellement le travail et les activités qui ont pour objectif de créer de la valeur sociétale ? Il faut relier le travail, la valeur et les transformations personnelle et sociale.

2. Echange et coopération entre groupes, communautés, régions, Nations

- LA / FT- *Arrangements localisés / Commerce équitable* - Un groupe de travail existe au Brésil avec des connections internationales en Amérique Latine pour étudier des arrangements localisés qui améliorent la création de valeur pour une communauté.
- NURR- *Nouvelles relations urbains - ruraux* - De nouvelles relations entre les citadins et les fermiers ruraux sont améliorées au travers de différentes relations et par exemple par des nouvelles formes de ventes directes aux citadins par les fermiers locaux. Un groupe de travail avec des chercheurs, des militants et des fermiers français (bretons) et japonais est en fonctionnement.

3. Processus de choix collectifs et de prise de décision

- ABR / ISP - *Accès pour tous aux ressources de base - Partage international de la production* - Il y a là potentiellement des priorités mondiales : accès pour tous à la terre ou à l'eau, mais également le passage de la division internationale du travail à la coopération pour la production et le partage de la richesse mondiale
- PDEM- *Démocratie participative - Démocratie participative/ Démocratie d'opinion/ Processus démocratique* (il n'y a pas encore de projet en discussion).

4. Nouveaux concepts pour un nouveau paradigme de la connaissance

- NUSS / NTG - *Science sociale non utilitariste - Nouvelle taxinomie des biens* - Il est important de s'interroger plus avant sur une nouvelle taxinomie des biens (biens publics ou biens communs) en relation avec des différents types d'organisation de leur production et de leur mode d'échange ; ceci devant permettre de faire avancer la construction d'une science sociale non utilitariste.
- LISP- *Indicateurs locaux pour le progrès sociétal* - Les indicateurs locaux pour le progrès sociétal sont un sous thème du FCF, du futur commun possible, décliné au niveau " local " en liaison avec le Club des gouvernements locaux.
- FCF/ NPKB - *Futur commun possible - Nouveaux processus de construction de la connaissance* - Quel futur commun sommes-nous capables de construire de manière responsable vis-à-vis des autres et des futures générations ? La réponse à cette question passe par de nouveaux processus de

construction de la connaissance, dont notamment par des liens renouvelés entre les chercheurs et la société (citoyens, militants, gouvernements locaux, etc.)

D- Le programme d'activités 2011

Si nous laissons de côté la dimension internationale, les activités de Pekea restent très soutenues au niveau local. On trouvera dans le document intitulé *Rapport d'activités de Pekea en 2011*, l'ensemble des activités qui ont été menées. Notre ambition est de maintenir cette cadence, mais de resserrer nos objectifs dans le domaine consultatif et de les élargir dans le domaine éditorial.

Plusieurs programmes ont sérieusement avancé et mobilisé la ressource humaine de Pekea. Il s'agit de :

D1- LISP – Indicateurs locaux pour le progrès sociétal : ISBET – indicateurs sociétaux de bien-être territorialisé

Ce programme, dénommé ISBET, est piloté par **Michel Renault**. Dans la dynamique de « construire ensemble » et en lien avec le programme de l'OCDE, il permet l'expérimentation d'une démarche participative de construction d'indicateurs de bien-être territorialisés sur deux territoires d'Ille-et-Vilaine : les communautés de communes de Pipriac et du Val d'Ille. Cette démarche, qui implique les citoyens, les services administratifs et les politiques, a pour objectifs :

- l'élaboration participative d'indicateurs d'évaluation et de suivi des politiques publiques locales spécifiques ;
- la production d'informations pertinentes via les indicateurs et via la procédure d'élaboration elle-même ;
- l'institutionnalisation de procédures partenariales : si le projet est réussi, le but est que ces procédures puissent être poursuivies et faire partie intégrante des politiques territoriales. Un accompagnement des politiques doit par conséquent se poursuivre sur ces deux territoires.

La troisième et dernière phase, qui s'étend d'août 2010 à février 2012, consiste à réfléchir aux procédures de construction sociétale d'indicateurs. L'objectif principal de cette étape est d'élaborer une grille de lecture analytique et pratique, permettant de synthétiser, clarifier et diffuser la connaissance disponible en ce domaine et dont la richesse demeure jusqu'ici relativement peu exploitée. Elle comprend quatre axes de travail :

- Axe 1 : Faire un état des lieux de l'usage de « nouveaux indicateurs » dans d'autres pays, principalement européens, i.e. recenser et évaluer le champ, le périmètre, la nature liés aux usages de ces nouveaux indicateurs ;
- Axe 2 : Mesurer/évaluer l'impact de l'usage, du champ, du périmètre, de la nature des nouveaux indicateurs sur la façon d'élaborer les politiques publiques à des niveaux régionaux et locaux ;
- Axe 3 : Etudier la nature, les modalités, le champ de l'implication des citoyens dans la construction des politiques publiques et des nouveaux indicateurs et mettre en évidence l'impact réel de ces procédures sur les transformations des politiques publiques et sur la nature des indicateurs ;
- Axe 4 : Repenser les cadres de pensée, théoriques, philosophiques, ontologiques, pour que l'ensemble des éléments précédemment cités puissent exister et être pérennes.

Parallèlement aux travaux de cette dernière étape, l'équipe d'ISBET poursuit les travaux liés aux deux premières étapes : l'élaboration d'un indicateur de santé sociale territorialisé (en collaboration avec les services statistiques du Département d'Ille-et-Vilaine et de la Région Bretagne) et l'accompagnement des démarches des collectivités locales concernées par l'expérimentation de la phase 2.

Le projet ISBET a été présenté à plusieurs reprises, en France ou en Europe, par les différents membres de l'équipe (cf. *Rapport d'activités de Pekea en 2011*). Le projet a pris de l'ampleur à partir de la deuxième phase,

avec une renommée internationale. Il a en effet reçu le prix de la meilleure contribution concernant un projet nouveau impliquant les citoyens lors du 3^e Forum mondial de l'OCDE fin 2009. Il s'est rapproché des travaux du Conseil de l'Europe et des travaux communs sont menés avec l'IWEPS, l'Institut de statistiques de Wallonie (Belgique).

Par ailleurs, **Michel Renault** et **Marc Humbert** font partie des fondateurs du collectif FAIR (Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesses), constitué en réaction à la mise en place de commission Stiglitz. Ils ont ensuite été rejoints par **Pascale Mériot** et **Jean-Louis Perrault**. Ils ont participé à plusieurs rencontres nationales.

D2- NC / EDU – Nouveau cursus d'études - *Projet de Traité d'économie politique de la vie quotidienne*

Ce projet est piloté par **Jean-Louis Perrault** et **Aurore Lalucq**. Le Traité (anciennement Manuel) d'économie politique de la vie quotidienne est construit à destination des étudiants et acteurs intéressés à apprendre les problèmes économiques pour mieux s'approprier les réponses pertinentes. Le projet est conduit en partenariat avec l'IRE (Initiative internationale pour Repenser l'Economie) et il pourra être financé par la Fondation pour le Progrès de l'Homme. Un groupe pluridisciplinaire s'est constitué au début de l'année 2010 et se réunit régulièrement à Paris pendant l'année 2011, de façon à avancer sur la réflexion collective des besoins et outils en matière de cursus.

Deux autres membres du réseau Pekea sont prêts à relayer cette initiative en Amérique latine.

Parallèlement, en partenariat avec les Petits débrouillards de Bretagne, **Guillaume Péron** entreprend de construire un atelier sur un nouveau programme d'éducation à l'économie.

D3 - NURR – Nouvelles relations urbains – ruraux - *Soutien aux paysans de Fukushima*

Un nouveau projet, totalement induit par l'actualité, a émergé suite à la catastrophe de Fukushima : l'échange et le soutien des paysans et citoyens japonais de la zone.

En Avril 2011 deux paysans japonais, qui ont dû abandonner leur ferme en raison de la radioactivité, sont venus témoigner de leur situation (conférence à la Poterie, rencontres avec des agriculteurs locaux) à la demande de PEKEA et avec le soutien de l'association CRCJR. Le groupe NURR s'est mobilisé sur un projet d'accueil des paysans japonais sinistrés, pour un stage de quelques mois dans une ferme locale ou pour une relocalisation en Bretagne. Ce projet d'accueil a obtenu le soutien de l'association « Agronomes sans frontières » et de nombreux paysans bretons qui ont accepté le principe d'accueillir sur leur ferme un collègue Japonais. Ouest France et d'autres médias ont rendu compte du projet qui a aussi obtenu le soutien de principe de la Région Bretagne et du Département d'Ille-et-Vilaine. Cependant, en raison de résistances institutionnelles et de la rupture personnelle que ce projet impliquait pour les agriculteurs eux-mêmes, ce projet d'accueil a du être ré-orienté vers une relocalisation de petits paysans de la région sinistrée dans d'autres régions du Japon. **Hiroko Amemiya** et **Marc Humbert** ont particulièrement porté ce nouveau projet, en obtenant le soutien de principe de la Fondation de France qui avait récolté des fonds pour venir en aide au Japon après la catastrophe du 11 mars.

Ainsi deux types de soutien ont été imaginés : (a) Des séjours courts en zone non contaminée pour les agriculteurs et leur famille, pour reconstituer leurs défenses immunitaires (outre l'exposition externe, la nourriture et l'inhalation amènent des particules ; mais la vie dans un milieu sain pendant quelques jours périodiquement permet de reconstituer le potentiel de résistance de l'organisme) ; (b) L'accueil en longue durée des familles, avec le père qui reste travailler et en espérant qu'il pourra peut-être à son tour rejoindre sa famille en trouvant un autre travail.

Trois projets portés par **Hiroko Amemyia** et **Marc Humbert** ont finalement été acceptés pour un financement par la Fondation de France en Décembre 2011. Le projet d'accueil de l'association Musubiba de Sapporo qui a aidé à accueillir et soutenir 600 familles sinistrées de Fukushima. Le projet de Shokumachinetwork, qui organise dans le département de Nagano l'accueil de paysans, en commençant avec un paysan de Nihonmatsu qui a accepté de se relocaliser dans une ferme d'accueil. Enfin le projet de Youkei Desing de bâtir avec les petits pêcheurs sinistrés et actuellement vivant dans des logements préfabriqués, une maison commune, centre social, à Ochirai, Minamisanriku sur la côte dévastée par le tsunami. Les petits pêcheurs vivent aussi très difficilement sans leurs bateaux. Partout des efforts importants de solidarité sont faits.

A de nombreuses occasions, les membres du groupe NURR ont aussi fait des interventions devant des citoyens et universitaires au Japon et en France sur ce sujet, diffusant de ce fait les idées qui fondent le projet PEKEA et qui apparaissent d'autant plus pertinentes que l'on est confronté, de près ou de loin, à une telle adversité.

D4- Les rencontres du Club des gouvernements locaux

Le Club des gouvernements locaux, qui comprend la Région Bretagne, le Département d'Ille-et-Vilaine et Rennes Métropole, s'est réuni en septembre 2011 à Rennes, au Conseil général d'Ille-et-Vilaine, lors d'un séminaire sur « Les monnaies solidaires, une opportunité pour l'Ille-et-Vilaine » avec **Céline Whitaker**, **Patrick Viveret**, **Pascale Mériot** et **Michel Renault**. Michel Renault participe par ailleurs aux travaux du Conseil général sur la mise en place, dans le département, d'une monnaie solidaire.

Une rencontre bilan a également été organisée en octobre, réunissant le bureau de Pekea et les membres des collectivités chargés de notre dossier, afin de faire le point sur l'avancée et les perspectives du projet Pekea, et sur les attentes des membres du Club des gouvernements locaux.

Des membres de Pekea ont également participé à des rencontres partenariales avec des collectivités, avec le Département d'Ille-et-Vilaine notamment autour de l'indicateur de santé sociale et des activités du Comité consultatif de l'Economie sociale et solidaire, avec le Conseil régional de Bretagne par exemple à l'occasion d'une journée de réflexion du Comité consultatif régional de la recherche et du développement technologique « Dialogues, sciences et société ». Les échanges se poursuivent avec les Conseils généraux des Côtes d'Armor et du Finistère, en particulier sur la thématique de l'entrepreneuriat des femmes.

E- Le programme prévisionnel d'activités du Projet Pekea pour 2012-2013

E1- LISP – Indicateurs locaux pour le progrès sociétal : suite du projet ISBET - COREBE

La troisième et dernière phase du projet IBSET s'est donc achevée en février 2012. Parallèlement, un nouveau dossier ASOSC a été présenté à la Région Bretagne et a été validé : COREBE – Coresponsabilité et bien-être – Construire des espaces de vie et des territoires avec les jeunes (cf. **annexe n° 4**), devant s'étendre sur deux ans, de septembre 2012 à septembre 2014, en deux phases (année1/année2). Il s'agit d'un projet de recherche action engageant les jeunes, collégiens et lycéens, dans une démarche participative et implicative poursuivant plusieurs objectifs :

- Identifier quels sont les déterminants du bien-être collectifs des jeunes et les grandes dimensions de ce bien-être ;
- Elaborer des indicateurs de situation selon une méthodologie déjà éprouvée et adaptée de celle développée par le Conseil de l'Europe ;

- Construire un diagnostic partagé du bien-être dans les établissements scolaires en tant qu'espaces de vie insérés dans les territoires ;
- Elaborer des propositions d'action pour améliorer le bien-être de tous et engageant les jeunes dans une démarche de coresponsabilité.

Pour mener ce projet, plusieurs étapes sont proposées :

- Etablir des partenariats (déjà démarré),
- Cadrer le projet dans les établissements,
- Mobiliser des jeunes, constituer un public,
- Construire les dimensions partagées de bien-être et les indicateurs de situation,
- Nourrir un projet collectif,
- Confronter les expériences,
- Restituer et tirer les leçons.

Ce projet, porté par **Michel Renault**, **Pascale Mériot**, **Claire Cartieaux** (Ateliers de l'ESS) et **Claude Jaouen** (CAC21), se déroulera en partenariat avec la Région Bretagne (cadre des projets ASOSC) mais également avec le Conseil général d'Ille-et-Vilaine, avec lequel Pekea entretient également des liens étroits, et avec Rennes Métropole. Les démarches pour nouer des partenariats avec quelques établissements sont en cours.

E2- PF / ESC – Firme participative - l'entreprise comme cellule sociétale - Projet Interreg B.NEW

Le Conseil général des Côtes-d'Armor a sollicité les chercheurs de Pekea sur un projet franco-britannique concernant l'entrepreneuriat des femmes (financement européen Interreg IV A) – B.New : avancer ensemble pour la création d'entreprises par les femmes. Ce projet vise à lutter contre les freins à la création d'entreprises par les femmes, en France et au Royaume-Uni. Compte-tenu des critères de financement européen et de la lourdeur de la procédure, Pekea a finalement préféré s'inscrire dans ce projet en tant que prestataire, sur la base d'un appel d'offre public qui devrait être lancé courant 2013.

Pekea est un partenaire privilégié qui suit l'avancée des travaux des sept partenaires officiels, qui sont :

en France : Conseil général du Finistère (chef du projet), association Entreprendre au féminin Bretagne, Technopole Quimper Cornouaille, Conseil général des Côtes d'Armor, Inno TSD Cap Entreprises ;

en Angleterre : Digital Peninsula Network, WSX Entreprise Limited.

Le projet est construit autour de quatre axes, pour une durée de trois ans :

- Axe 1 : Connaissance et compréhension réciproque des dynamiques de l'emploi féminin dans une optique comparée entre la France et le Royaume-Uni (porté par le Cg29),
- Axe 2 : Création du réseau franco-britannique d'entrepreneuriat au féminin (Entreprendre au féminin et DPN),
- Axe 3 : Internationalisation des entreprises existantes et en phase de lancement (Technopole de Quimper),
- Axe 4 : Attractivité territoriale et dynamiques de réseaux locaux (Cg22).

Le projet, qui a été accepté en 2011 par le bureau instructeur, doit réellement démarrer en 2012 par l'élaboration d'une enquête transmanche sur les représentations socio-économiques des femmes entrepreneures.

Pekea a été sollicité pour un appui méthodologique et scientifique de la démarche, et l'organisation de séminaires de travail, en partenariat avec le CIAPHS (laboratoire de sciences humaines et sociales de l'Université de Rennes 2).

E3- L'organisation d'un congrès Pekea+10 - Coopération et formes d'organisation sociale

A l'occasion de ses 10 ans, et dans le cadre de « 2012, année internationale des coopératives », telle que proclamée par l'ONU, Pekea co-organise avec le CIAPHS et en partenariat avec l'Université de Rennes 2, l'Institut Veblen et l'ISMEA, un congrès international sur le thème « Coopération et formes d'organisation sociale ». Il aura lieu à Rennes les 13 et 14 décembre 2012 (cf. **annexe n° 5**).

La coopération apparaît en effet comme une modalité d'organisation des activités sociales et économiques qui peut prendre de multiples formes, des plus informelles aux plus organisées, et qui ont pour trait commun la référence à des valeurs partagées (démocratie, égalité, équité, solidarité, liberté, responsabilité, fraternité...). Ces valeurs s'opposent dans une large mesure au processus de réification et de marchandisation porté par une certaine forme de libéralisme économique (souvent plus proche du darwinisme social que de l'essence du projet libéral lui même) mettant l'accent sur l'individu par rapport au collectif.

Envisager ainsi la coopération met l'accent sur la pertinence des 4 blocs de savoir portés par PEKEA :

La valeur sociétale : envisagée comme modalité de production par des citoyens libres de finalités communes. La construction sociale des valeurs et des moyens pratiques de les mettre en œuvre apparaît comme l'un des enjeux centraux de la coopération.

La démocratie face à l'écocratie : la démocratie est au centre de la coopération et du projet coopératif, il s'agit sans doute d'une de ces valeurs les plus fortes car elle implique de soumettre l'espace économique et ses arrangements institutionnels à la délibération collective autour des finalités que l'on se donne. Il s'agit aussi de renouer avec l'étymologie du terme économie qui renvoie (au-delà de l'administration de la maison) à la détermination du *bien commun* (et des biens communs), de *ce à quoi l'on tient* et des moyens *d'en prendre soin*.

Les comportements individuels et collectifs : face à des approches qui font du collectif la simple agrégation de rationalités égoïstes, la coopération s'enracine dans la considération du social comme un fait premier, qui implique de construire ensemble des solutions *raisonnables* pour vivre ensemble. Envisager la coopération sous cet angle invite à repenser les articulations entre l'individuel et le collectif et notamment les formes d'organisation qui permettent à la fois l'action collective et l'épanouissement individuel, faisant ainsi écho à l'appel d'Ivan Illitch pour une société conviviale².

Le futur commun possible : la coopération, et les formes d'organisation sociale qui la traduisent, ouvrent des perspectives pour un développement humain durable. Les valeurs de solidarité, d'égalité, d'équité... sont incontournables pour contrecarrer les effets pervers de sociétés de la démesure où la concentration des richesses monétaires et la destruction accélérée d'autres richesses (la nature, les cultures, la confiance, les liens sociaux...) sapent les fondements mêmes du vivre ensemble. La coopération peut ainsi être envisagée également comme un chemin vers la construction de cette « intelligence collective » que Dewey³ appelait de ses vœux.

Le but du colloque est de réfléchir ensemble sur les liens entre coopération et formes d'organisation sociale pour avancer dans la construction collective d'un savoir commun sur la coopération. Ce congrès invite donc à envisager les 4 blocs de savoir portés par PEKEA à l'aune de la question de la coopération et à construire

² La convivialité, Le Seuil, Paris, 1973 cité par Marc Humbert « Convivialisme, politique et économie : I.Illitch et le « bien vivre ensemble » » in A.Caillé, M.Humbert, S.Latouche, P.Viveret « De la convivialité », La découverte, Paris 2011, p.111.

³ « Liberalism and social action » (1935), New York, Prometheus books, 2000. Voir également E.Hache « Ce à quoi nous tenons-Pour une écologie pragmatique », La découverte, 2011.

ensemble des cadres analytiques, conceptuels et opérationnels permettant de concevoir une société où se développeraient « tout l'Homme et tous les hommes » (F.Perroux).

Dans cet objectif, il est important de s'ancrer dans la réalité du terrain et de partir d'expériences concrètes mettant en œuvre et en action de telles logiques coopératives. C'est pourquoi les plénières seront l'occasion de bénéficier de l'expérience significative d'acteurs de la coopération ; expériences qui seront ensuite reprises et débattues lors d'ateliers de recherche où se rencontreront et échangeront acteurs de terrain et universitaires.

Environ 50 chercheurs français et étrangers en sciences humaines et sociales et une dizaine de praticiens de la coopération seront sélectionnés par le conseil scientifique (une soixantaine d'intervenants au total), et confronteront pendant deux jours leurs expériences et arguments avec d'autres participants (70 attendus), des chercheurs mais aussi des participants issus de la société civile (agents et élus de collectivités locales, étudiants, membres d'associations et de coopératives, etc.) pour une création collective et pluridisciplinaire de savoir.

E4- Les rencontres du Club des gouvernements locaux

Le projet Pekea est financé principalement par les adhésions de collectivités au Club des gouvernements locaux (CGL). Il est indispensable de renforcer et développer le CGL. L'un des enjeux est de dupliquer les actions qui se passent en Bretagne pour les proposer dans d'autres régions et trouver de nouveaux adhérents au CGL afin d'impliquer les collectivités et de diversifier les sources de financement de Pekea. Des échanges constructifs sont en cours avec le Conseil général des Côtes d'Armor et des adhérents de la région Rhône-Alpes.

Elargir le CGL aux collectivités étrangères permettrait également une interaction accrue des politiques et la mutualisation d'expériences, ainsi que la diffusion et dynamisation du projet Pekea.

Des rencontres du CGL et des séminaires spécifiques sont également prévus cette année, notamment une conférence débat « *Villes en compétition ? Retour sur l'histoire de la fabrique et des usages des palmarès urbains* » avec Fabrice Bardet, chargé de recherches en science politique à l'ENTPE de l'Université de Lyon. Celle-ci avait été programmée en avril 2012 et a dû être annulée contre notre volonté. Elle aura lieu courant 2012, en partenariat avec le Conseil général d'Ille-et-Vilaine.

D'autres interventions peuvent être mises en place d'ici la fin de l'année, à l'initiative de Pekea ou en réponse à des sollicitations des collectivités.

E5- Autres projets en cours ou à relancer

- SSE – Economie sociale et solidaire : **Jean-Louis Laville** a accepté de relancer le groupe Economie sociale et solidaire.
- NURR – Nouvelles relations urbains ruraux : Pekea est impliqué dans de nouveaux programmes de recherche-action en cours de définition, sur la thématique générale des relations urbains-ruraux. Un projet de recherche a été déposé (courant 2012) par des partenaires de Pekea et impliquant des membres du réseau, pour l'étude des circuits courts alimentaires à un seul intermédiaire aussi bien dans les zones péri-urbaines que les zones rurales, dans une perspective d'aménagement du territoire et de maintien ou développement d'activités économiques dans des zones rurales ou péri-urbaines.

F- Conclusion et perspectives

Pekea poursuit ses différentes actions pour répondre aux besoins des collectivités locales et de la « vie civile » en général, en matière de description, compréhension et analyse des modalités d'organisation et de développement des activités économiques et rapports humains et sociaux qui y sont sous-jacents.

Dans le domaine consultatif, nous devons nous appuyer sur nos structures en consolidant et en approfondissant le fonctionnement du *Club des gouvernements locaux*, de façon à identifier les thématiques sur lesquelles les collectivités ont des besoins ou attentes en formation, analyse ou recherche-action. Dans cette perspective, Pekea joue le rôle de nexus et a une fonction de méta-coordination entre des attentes locales sur certains sujets et les compétences existantes localement et identifiables dans le réseau devant permettre de répondre à ces attentes.

Parallèlement, il convient de disposer de supports éditoriaux identifiables, afin de permettre aux membres actifs de Pekea, appartenant à des groupes thématiques, de proposer des contributions à l'un ou l'autre des niveaux, y compris, naturellement, dans la définition des communications auprès des Nations Unies. Les relations nouées avec différents supports sont en cours de stabilisation.

Ce travail mémoriel est essentiel. Il y a une véritable nécessité, d'une part, à replacer la production de Pekea dans l'axe de l'argument ; et, d'autre part, d'assurer une véritable visibilité de la méthode et des résultats du projet.

Le congrès **PEKEA+10 (en 2012)** est l'un de ces outils de stabilisation et d'élargissement de la base de connaissance de Pekea. Il doit favoriser la mise en évidence de nouvelles thématiques qui questionnent la société dans son fonctionnement ; il doit également permettre de relancer une dynamique d'adhésion au réseau mondial, de façon à amorcer de nouveaux effets de synergie au niveau international.

De plus, dans cet objectif d'accroissement de la lisibilité de nos résultats et de renforcement de la communication sur nos actions et leur impact, nous envisageons également et à court terme :

- Le développement de l'animation du site internet du projet. Le site a été remanié par deux adhérents, **Guillaume Péron** et **Myriam Zerdani**, et il est maintenant régulièrement actualisé. En plus d'une fonction d'archivage et de mémoire du projet, le site doit également se présenter comme le support des perspectives ; et comme un blog-forum d'échanges et de dialogues. Cette fonction reste à organiser et nécessiterait un suivi quasi-quotidien pour animer cet espace interactif.
- La mise en œuvre d'une revue électronique en ligne. Cette revue est une nécessité pour garantir une « mémorisation » rigoureuse et systématique des travaux entrepris. Par ailleurs, l'accès ouvert garantit une meilleure diffusion des travaux et, par conséquent, une meilleure utilité sociale, si l'on suppose que ces travaux ont une pertinence. Cette revue pourrait être, dans un premier temps biannuelle, puis trimestrielle. La ligne éditoriale est fixée au travers de *l'argument*. Les thèmes le sont également : ils sont donnés par les groupes thématiques. Il convient de constituer un haut comité scientifique, représentatif à tous égards des adhérents de Pekea, une fois que nous aurons organisé l'équipe de direction et de rédaction. Il s'agit de fonder une revue indisciplinée mais rigoureuse.
- Les communications portées devant l'ECOSOC. Les ONG ayant obtenu le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (3 200 à ce jour) peuvent présenter des communications à la communauté internationale, en lien avec les thèmes traités par l'ECOSOC. Pour cela, nous effectuons une veille hebdomadaire sur les différents thèmes abordés à l'ECOSOC, les délégués peuvent s'inscrire à différentes rencontres et peuvent également d'eux-mêmes proposer des ateliers thématiques.

G- Budget prévisionnel 2012

en €		2012	2011	2010
PRODUITS	Cotisations CGL (<i>Club des Gouvernements Locaux</i>)	24 400 €	24 400 €	24 400 €
	Subvention Région Bretagne ASOSC – ISBET (versement attendu) - COREBE	21 858 €	12 892 €	14 829 €
	Subventions congrès	17 500 €		
	Participation séminaires	7 200 €	0 €	50 €
	Cotisations individuelles	2 000 €	1 521 €	2 136 €
	Prestations de services & ventes de produits finis (Val d'Ille, conférences)	5 450 €	150 €	333 €
	Autres produits	11 €	14 €	100 €
	I - TOTAL PRODUITS	78 419 €	38 977 €	41 732 €
CHARGES	Charges externes & diverses			
	Administration générale & fonctionnement courant	2 330 €	1 716 €	2 927 €
	Frais de recherche, de congrès, de séminaires & de conférences	52 967 €	8 706 €	4 901 €
	Autres charges	95 €	620 €	143 €
	Sous total	55 392 €	11 042 €	7 972 €
	Charges de personnel			
	Rémunérations brutes	16 364 €	16 202 €	16 665 €
	Charges sociales & fiscales	4 926 €	4 926 €	4 644 €
	Honoraires comptabilité et gestion de l'emploi	1 350 €	931 €	919 €
	Sous total	22 640 €	22 059 €	22 228 €
	Autres Charges			
	Dotation aux amortissements et immo. Corporelles	215 €	1 646 €	1 485 €
	Charges financières	0 €	0 €	0 €
	Charges exceptionnelles	172 €	172 €	3 €
Sous total	387 €	1 818 €	1 488 €	
II - TOTAL CHARGES	78 419 €	34 921 €	31 688 €	
RESULTAT NET I - II		0 €	4 056 €	10 044 €

Annexe n°1 : Argument général de PEKEA

Argument général pour PEKEA : Comment penser une économie politique ?

La pensée économique réputée dominante se dit encore l'héritier de *l'économie politique classique* bien qu'elle soit issue d'un éloignement progressif et d'une autonomisation vis à vis des autres formes de pensée et de production de connaissances sur l'homme et la société. Ces dissidents des sciences de l'homme et de la société en sont venus à soutenir l'idée que peut être identifiée dans le champ des activités humaines et sociales une catégorie d'événements spécifiques du domaine de l'économie. Les économistes se prenant pour les spécialistes de l'étude de cette catégorie d'événements se persuadèrent alors que les comportements économiques, productifs de ces événements, ne dépendent que de faits économiques. Cette croyance partagée a amené les adeptes de la discipline à chercher les « lois naturelles » de l'économie, en repérant des invariants qui guideraient les comportements économiques, quelles que soient les circonstances de lieu et de temps.

S'efforçant de développer une analyse rigoureuse et indépendante de la philosophie, de la morale, de la politique, des doctrines et des idéologies, s'est constituée une pensée économique qui a prétendu à la scientificité en s'organisant en théorie axiomatique du fonctionnement des activités économiques. L'économie axiomatique s'est progressivement érigée en raison pratique pour tenter d'imposer ses implications normatives, sommant notre société bien réelle de s'adapter aux jugements des experts scientifiques fondés sur la théorie formelle. Bien qu'ayant rejeté l'homme et la société hors de son champ d'étude, cette *science économique* prétend enfin leur imposer sa doctrine économique bien au delà du champ économique qu'elle avait cru pouvoir délimiter quand elle en était à se constituer. En effet, l'axiomatique des comportements qu'elle a élaborée se cristallise dans l'emploi d'une méthodologie indifférente à l'objet des comportements individuels théorisés, qui sont supposés utilitaristes rationnels, et que des sociologues, des politologues, des psychologues etc. se sont empressés de reprendre à leur compte. Rien des comportements humains et sociaux ne semble devoir résister à leur outil.

La raison d'être de ce programme n'est pas de prendre acte des multiples difficultés d'interprétation auxquelles se heurte la science économique, et encore moins de se livrer à un questionnement d'ordre épistémologique sur le statut et la pertinence des méthodes et outils de formalisation utilisés dans le cadre de la discipline. Elle n'est pas non plus de passer en revue toutes les tentatives menées au bord du corpus dominant de l'intérieur ou de l'extérieur pour y réintégrer certains aspects négligés. Il n'y a plus à perdre du temps pour critiquer l'inanité de la science économique sur telle ou telle question concrète ou de discuter ou raccommoier telle ou telle hypothèse ou élément de méthode. Il est devenu impératif de *reconstruire un savoir concernant les activités économiques* sur l'hypothèse que toute activité économique est politique : une analyse pertinente de la richesse des nations, de la production et de la répartition de ces richesses.

Face à la rareté, la production efficace et la répartition équitable pour satisfaire les besoins matériels des hommes sont inséparables et liées à des comportements indissociables. La production ne peut-être organisée *ex ante* par l'économie, la politique se chargeant *ex post* de rendre équitable la répartition. En outre la question de *ce qu'il faut produire* ne saurait être laissée de côté, devant l'immensité des besoins et des tâches à mener par et pour les sociétés. La finalité de l'économie demeure entièrement attachée à la morale et à l'éthique : les hommes pensent et leurs actes ont un sens et produisent du sens avant même de faire naître un objet matériel et leurs comportements dépendent de ces significations.

L'économie politique qui doit permettre de comprendre la nature et les causes de la richesse et de la pauvreté des nations ne peut donc être fondée sur un corpus économique séparé des autres modes de connaissance de l'homme et de la société : l'ensemble des disciplines rangées sous l'appellation de sciences humaines et sociales ont la responsabilité de réécrire des fondements d'économie politique. Ce projet est une première tentative pour mettre à travailler ensemble tous les spécialistes de ces différentes disciplines qui veulent bien accepter de dépasser les hésitations ou les interdits qui les ont empêchés de disputer entre eux des questions qui influencent ce que sont les richesses ou les pauvretés des nations, la manière dont on les produit, la manière dont on les répartit. Ce faisant ils sont donc conviés à penser la construction d'un nouveau savoir sur les activités économiques qui ne peut être fondé sans s'appuyer sur une réflexion éthique et politique.

C'est pourquoi nous souhaitons participer à ce programme de recherche, qui a adopté pour des raisons de commodité le sigle PEKEA selon sa dénomination en anglais *Political and Ethical Knowledge on Economic Activities*.

Annexe n°2 : Le Club des Gouvernements Locaux - CGL



Le projet de *club PEKEA de gouvernements locaux* a pour objectif de permettre aux chercheurs de se confronter à des problèmes concrets ; et permettre aux gouvernements locaux de trouver des experts qui soient à l'écoute de leurs préoccupations, prêts à forger des outils d'analyse pertinents. Le *Club des gouvernements locaux* partenaires de PEKEA, autorise la mutualisation des expériences entre plusieurs gouvernements locaux ; ainsi que la mise au point de méthodes et de procédures pouvant être adaptées à des conditions locales particulières.

De plus des gouvernements locaux, membres du club, sont invités à demander aux équipes pluridisciplinaires du réseau PEKEA les contributions nécessaires pour concevoir et conduire des politiques publiques ; sur la base de l'approche « politique et éthique », qui constitue le cœur du projet PEKEA. En particulier, le travail de PEKEA pour le Club des gouvernements locaux consiste à mobiliser et à construire des outils d'appréciation de la valeur sociétale dans un contexte localisé ou territorialisé. Ceci peut être fait en mobilisant des chercheurs et des expérimentateurs à l'échelon international lors de rencontres internationales.

Formellement, trois gouvernements locaux ont initié la création du club en 2006 : **Rennes Métropole**, le **Département d'Ille-et-Vilaine** et la **Région Bretagne**. Ils ont été rejoints, en 2007, par la **Région Nord-Pas-de-Calais**. Le CGL a pour objet de :

1) Conscientiser et convaincre les élus locaux et les agents territoriaux

L'un des rôles premiers est un rôle de formation/information des élus, ainsi que des fonctionnaires et collaborateurs territoriaux qui ont besoin d'être informés de ce qui se fait dans tel ou tel domaine. Une veille sur les « nouvelles pratiques » ou les exemples d'actions pertinentes serait ainsi nécessaire. Un des apports potentiel du club serait ainsi de pouvoir associer sur des problématiques concrètes élus, fonctionnaires et chercheurs.

Au niveau régional, c'est ce qui se fait principalement dans le cadre du projet ISBET-*Indicateurs Sociétaux de Bien Etre Territorialisés*, au niveau de la région Bretagne. Et, parallèlement, avec un travail sur les indicateurs de bien être appliqués à la petite enfance, dans le cadre du Conseil général d'Ille-et-Vilaine. De telles expériences méritent d'être approfondies.

Au niveau national, simultanément, les travaux de **Jean Gadrey**, membre de PEKEA, sur les indicateurs synthétiques territorialisés (IDH, IPH...) proviennent d'une *rencontre productive* entre élus, fonctionnaires et chercheurs. De même les travaux sur le *bilan sociétal territorial* mené par Claire Cartieaux et Michel Capron s'inscrivent dans cette perspective.

2) Mutualiser des expériences, en France et à l'étranger ; capitaliser sur ces expériences et les diffuser ; identifier les réseaux pertinents.

Il est apparu à de nombreuses occasions que, à l'intérieur même d'une collectivité territoriale, les expériences, les pratiques, les innovations peinent à être connues et diffusées. Cela est vrai également entre les collectivités de tous niveaux, qui ignorent souvent ce qu'elles font chacune de leur côté. C'est là aussi un rôle important du *Club des gouvernements locaux* que d'être un lieu d'exposition, de diffusion et de discussion des expériences et initiatives qui émergent en France et à l'étranger : Indicateurs communautaires aux Etats-Unis, les travaux du Conseil de l'Europe sur la cohésion sociale, les travaux du Réseau Européen des Villes de l'Economie Solidaires (REVES) sur le concept de Territoire

Socialement Responsable. Les congrès et séminaires, organisés par PEKEA, ont ainsi permis de découvrir et diffuser des expériences internationales.

3) Promouvoir d'autres types d'analyses pour le fonctionnement et les actions des gouvernements locaux.

Les valeurs de PEKEA promeuvent une autre façon de considérer l'économie qui doit être au service de l'homme. Le Club s'inscrit dans une logique de démocratie participative, délibérative ou implicative qui permet là aussi de croiser les regards et d'apprendre ensemble. Les initiatives des collectivités membres du club illustrent ces propos : comités consultatifs, construction participative d'indicateurs. La démocratie ne devrait pas être au « péril de l'économie » [Caillé et Humbert 2006], mais, à l'inverse, l'économie irriguée par la démocratie. Cela nécessite une réflexion commune et une mise en commun des réflexions sur les méthodes et les procédures pour approfondir cette démocratie « en actes ».

De telles analyses sont possibles et peuvent être rendues opérationnelles, aussi bien en région Nord-Pas de Calais, qu'en Ile-de-France ou en Bretagne. Les travaux menés sur les indicateurs de bien-être et de progrès sociétal permettent de porter un autre regard sur l'économie, d'en dévoiler les failles, les coûts cachés...et permettent d'*informer* les politiques publiques pour améliorer le bien-être commun. Il ne s'agit donc pas d'un regard simplement critique, mais d'analyses positives débouchant sur des moyens opérationnels de faire changer les choses, une démocratie en actes au service d'une connaissance en action.

Une telle perspective ne va pas sans poser de questions et ici encore le Club peut s'avérer un lieu utile pour réfléchir en commun sur les expériences menées. Ainsi, trouver la bonne « granulométrie » pour mettre en œuvre des démarches participatives ou des politiques publiques n'est pas évident. Quels sont les partenariats à mettre en œuvre, quel est le bon niveau de territorialisation pour opérationnaliser des politiques publiques... ? De même la plupart des problématiques sont transversales et nécessitent un croisement des regards et une mise en perspective. Cela renvoie aussi à des questions concrètes telles la disponibilité de statistiques ou de données à des niveaux très fins de territoire.

4) Organiser des séminaires, colloques ou rencontres pour discuter et croiser les expériences.


Une bonne partie de ce qui a été évoqué plus haut peut avoir une première forme de concrétisation sous la forme de séminaires, colloques ou rencontres, permettant la *conscientisation*, le croisement des regards, leur décentrement, la mutualisation des expériences, l'apprentissage...Ainsi, dans le cadre du programme ISBET il est prévu des journées nationales prenant la forme d'un séminaire permettant la rencontre d'élus et de chercheurs autour de la thématique des indicateurs territorialisés de bien-être. Une rencontre annuelle du Club des gouvernements locaux y a été associée.


Enfin, par ailleurs, des travaux sur la *forme participative* ont été présentés au CGL.

5) Augmenter le nombre de gouvernements locaux du club.

Le Club des gouvernements locaux de PEKEA doit être élargi, à la fois en France en intégrant de nouvelles collectivités territoriales, mais également au plan international. Le Club des gouvernements locaux compte actuellement quatre adhérents : la Région Bretagne, la Région Nord-Pas-de-Calais, le Département d'Ille-et-Vilaine, Rennes Métropole. Des discussions sont menées depuis un certain temps avec la Ville de Nantes et avec la Région Ile-de-France, au plan international l'Etat d'Acre au Brésil, la Ville de Diéma au Mali, la Ville de Dakar au Sénégal, sont aussi susceptibles de rejoindre ce Club. L'outil de la coopération décentralisée des collectivités locales pourrait permettre d'élargir ce périmètre.


Annexe n°3 : Le projet PEKEA aux Nations Unies

 Welcome to the United Nations. It's your world. [Advanced Search](#)


 **NGO Branch**
United Nations Department of Economic and Social Affairs

[Civil Society Participation](#) > [Search Results](#) > [View Profile: General](#)

NGO Branch
[About us](#)
[Contact us](#)
[ECOSOC Status](#)
[Introduction](#)
[Applying for Status](#)
[Committee of NGOs](#)
[NGO Response System](#)
[Change of Name](#)
[NGO Participation](#)
[UN Grounds Pass](#)
[Functional Commissions](#)
[High Level Segment](#)
[Calendar of Events](#)
[Conference Registration](#)
[Quadrennial Reports](#)
[CSO Net](#)

[Quadrennial Reports](#)
Quadrennial report due? Read more on our updated page. 

[Click here >](#)

[CSO Net](#)
Visit CSO Net - the Civil Society Network 

[Click here >](#)

Political and Ethical Knowledge on Economic Activities

[Profile](#) [Consultative Status](#) [Meeting Participation](#)

View General

Organization name: Political and Ethical Knowledge on Economic Activities
Organization acronym: Projet PEKEA
Organization acronym (English): PEKEA Project

Headquarters address

Address: Maison du Ronceray
110 rue de la Poterie
35200 Rennes
France
Phone: + 33 (2) 99 86 17 35
Fax: + 33 (2) 99861735
Email: pekea@pekea.org
Web site: www.pekea-fr.org

Preferred mailing address

Address: Maison du Ronceray, 110 rue de la Poterie, 35 200
Rennes
Country Not Available

Organization type: Non-governmental organization

Languages:

- Spanish
- Portuguese
- English
- French

Annexe n° 4 : Coresponsabilité et bien-être - COREBE

Identification du projet :

Le projet COREBE se situe dans la perspective des politiques publiques orientées vers les jeunes et plus particulièrement leur bien être au sein d'espaces de vies et de territoires. L'objectif n'est pas d'appréhender le bien être comme une dimension individuelle et subjective mais de s'intéresser à la construction du bien être de tous et de voir comment s'articulent les dimensions individuelles et collectives du bien être. L'objectif est également d'appréhender les dimensions « situées » de ce bien être en particulier les relations entre les espaces vécus et expérimentés par les jeunes et leur bien être. La dimension territoriale sera ainsi explorée par cet intermédiaire. L'un des points d'attention de ce projet concernera les transitions dans le parcours scolaire des jeunes (par exemple les répercussions en termes de bien être de l'entrée en 6è, le passage de la 3è à la 2de qui implique aussi souvent une transition campagne-ville et donc l'expérimentation de mobilités et d'espaces nouveaux...). Ce projet appréhendera donc les univers culturels et sociaux des jeunes pour reprendre le titre d'un récent rapport du CESER sous l'angle du bien être de tous.

Plus précisément il s'agit d'un projet de Recherche Action engageant les jeunes dans une démarche participative et implicite poursuivant plusieurs objectifs et s'intéressant aux collègues et aux lycées :

-identifier quels sont les déterminants du bien être collectif des jeunes et les grandes dimensions de ce bien être,

-élaborer des indicateurs de situation selon une méthodologie déjà éprouvée adaptée de celle développée par le Conseil de l'Europe,

-construire un diagnostic partagé du bien être dans les établissements scolaires en tant qu'espaces de vie insérés dans des territoires,

-élaborer des propositions d'action pour améliorer le bien être de tous et engageant les jeunes dans une démarche de coresponsabilité.

Sur le plan scientifique il s'agira de se placer dans les perspectives ouvertes par de nombreux travaux et portant à la fois sur la question des nouveaux indicateurs (mis en lumière par la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi en 2009) et sur la question du bien être en appréhendant celui-ci comme un construit collectif et non comme une donnée purement individuelle et subjective. Il s'agira ainsi d'approfondir la logique initiée par la nouvelle économie du bien être (R.Layard 2005). Cette approche sera pluridisciplinaire et aura vocation à explorer des questions connexes à celles évoquées précédemment ; par exemple la question du genre sera abordée ainsi que celle de l'articulation entre pratiques des jeunes et pratiques institutionnelles.

Ce projet sera mené en partenariat avec le Conseil général d'Ille-et-Vilaine et le Conseil général des côtes d'Armor (partenariat initial qui a vocation à être élargi).

Problématique :

Si on reprend les définitions adoptées par le Conseil de l'Europe, avec lequel nous avons été amenés à coopérer :

-La cohésion sociale est « la capacité d'une société à assurer, par la coresponsabilité, le bien-être de tous, y compris celui des générations futures ».

-Un territoire responsable est « un territoire dans lequel l'ensemble des acteurs s'engagent et se concertent en vue d'assurer, par la coresponsabilité, le bien-être de tous, y compris celui des générations futures ».

On voit clairement que dans les deux définitions les notions de bien-être et de coresponsabilité apparaissent, ces deux notions sont au cœur de notre projet de recherche et d'action. Il s'agira d'expérimenter, à travers un travail sur le bien-être, l'élaboration collective d'espaces de vie et de territoires sur lesquels pourront s'exercer une coresponsabilité manifestant l'engagement des jeunes et une citoyenneté active. La démarche de construction d'indicateurs de bien-être sera le point focal de cette démarche s'inscrivant aussi dans une logique d'encapacitation (empowerment) des jeunes et des adultes en contact avec eux.

Il s'agira également d'appréhender le bien-être non comme une dimension exclusivement individuelle liée à l'acquisition de « moyens de bonheur » mais comme une construction collective orientée vers le bien-être de tous. Il s'agira donc de mettre en capacité les jeunes et les parties prenantes de la vie des lycées/collèges de définir les conditions d'un bien-être partagé. Sur le plan scientifique, outre l'exploration de la question du bien être pour les jeunes, le passage de l'individuel au collectif et au commun revêtira une importance centrale.

Objectif :

L'objectif central du projet est d'appréhender les questions du bien-être des jeunes d'une part et de la construction de la coresponsabilité d'autre part, c'est-à-dire des conditions d'une participation et d'un engagement des jeunes dans l'élaboration de projets collectifs orientés vers le bien être de tous.

La lecture des objectifs du projet peut se faire à 3 niveaux :

1-Un objectif en termes de politiques publiques : la connaissance des univers sociaux des jeunes apparaît comme un enjeu important des politiques publiques et en particulier apparaît comme un objectif politique de la Région Bretagne d'une part et du Conseil général d'Ille-et-Vilaine d'autre part. De telles orientations impliquent de prendre en compte « ce à quoi tiennent » vraiment les jeunes.

2-Un objectif opérationnel : ce projet est un projet de recherche-action. En tant que tel il doit aussi participer de l'expérimentation d'une citoyenneté active et de l'exercice d'une coresponsabilité dans le cadre des espaces de vie (lycées/collèges mais aussi territoires) des jeunes. En ce sens ce projet doit aussi servir à élaborer des lycées et collèges responsables dans une perspective de soutenabilité/durabilité sociale. En ce sens ce projet est une occasion de générer un apprentissage collectif ayant en lui-même une forte utilité sociale.

3-Un objectif scientifique : Le projet de recherche s'inscrit dans des thématiques de recherche actuelles importantes : la question des indicateurs sociétaux et celle de leur production et de leurs usages, la question du bien-être ou du bonheur qui est une thématique qui se développe dans les sciences économiques et en sociologie par exemple, la question du « care » qui au-delà de ses orientations féministes initiales trouve aujourd'hui des interprétations plus générales liées à une éthique issue du pragmatisme, la question du passage de l'individuel au collectif-les orientations individualistes négligeant souvent la construction du collectif par rapport à la question du bien être, la question des « données »-en effet dans le domaine socio-économique on opère souvent sur des données statistiques individuelles objectives et quantitative, ce projet aura aussi pour objectif de travailler sur des données sémantiques et subjectives et de voir comment on peut utiliser ces données pour appréhender le passage de l'individuel au collectif et au « commun ».

Résultats attendus :

Les résultats attendus du projet concernent les 3 types d'objectifs énoncés précédemment :

-sur l'aspect « politiques publiques » : il s'agira de produire de la connaissance sur ce qui compte vraiment pour les jeunes et les façons d'y répondre. Il s'agira également de produire des indicateurs élaborés de façon participative pour apprécier la question du bien être au sein des établissements scolaires et des territoires.

-sur le plan opérationnel il s'agira d'engager les jeunes et les parties prenantes de la vie de l'établissement dans une démarche de progrès. Définir collectivement ce à quoi nous tenons implique aussi de réfléchir sur les façons d'en prendre soin et de l'améliorer. Définir le bien-être de tous apparaît comme une démarche de citoyenneté active engageant les acteurs dans un projet commun mobilisateur, en ce sens il s'agit également d'un projet éducatif. Ce projet répond donc aussi à l'opérationnalisation d'une éthique du « Care ».

-sur le plan scientifique il s'agira d'explorer la question du bien-être pour les jeunes et la façon dont ils appréhendent leurs espaces de vie : établissements scolaires et territoires. Il s'agira également de mieux appréhender la question de la formation du collectif et du social par rapport à l'individuel dans le cadre de la construction d'une responsabilité partagée. La question de la participation et de la mobilisation apparaît également comme centrale et nous mèneront une réflexion approfondie sur ce terrain. Enfin nous attendons des résultats en matière d'analyse statistique concernant la construction et l'utilisation de données qualitatives pour élaborer des « données » utilisables au-delà des indicateurs traditionnels.

Méthodologie :

Dans le cadre de notre projet, nous serons amenés à entamer une démarche d'élaboration d'indicateurs de bien-être et de progrès au sein d'établissements scolaires (collèges et lycées). Cette démarche n'est pas une fin en soi : elle doit permettre de nourrir la vie de l'établissement et en quoi l'engagement des jeunes dans des projets concrets issus de cette démarche pourra engager toute la communauté dans une logique de progrès collectif orientée vers le bien-être de tous. Il s'agira d'une démarche de recherche et d'action expérimentale :

-expérimentation sur un ou deux collèges : nous envisageons en particulier de retourner sur les territoires d'expérimentation sur lesquels nous avons mené notre démarche ISBET. Sur le Val d'Ille cela pourrait concerner le collège de La Mézière ou le collège de Melesse ; cela pourrait aussi concerner le collège de Pipriac. Cela aurait l'avantage de concerner des territoires de natures différentes.

-expérimentation sur un lycée de Rennes : une des pistes suivies serait de travailler sur le lycée sur lequel ouvrent les établissements des territoires ruraux. Par exemple en ce qui concerne le Val d'Ille (Melesse et La Mézière) le lycée Hélène et Victor Basch pourrait être concerné. Dans ce cadre la problématique du lien entre les transitions et le bien-être pourrait être appréhendée ainsi que l'investissement d'un nouveau territoire. Le projet permettrait ainsi d'explorer l'articulation institutionnelle et territoriale vécue et expérimentée par les jeunes : lycée (Région), collège (Département) et ville (Rennes Métropole).

-expérimentation dans le cadre de l'internat de respiration : la problématique des transitions et du bien-être pourra également être explorée par l'intermédiaire d'un travail mené dans le cadre de l'internat de respiration mis en place par le Conseil général d'Ille-et-Vilaine à Mézière-sous-Couesnon. Cet internat accueille des jeunes en difficultés familiale et scolaire et il nous semble dans ce cadre particulièrement intéressant de travailler avec eux sur la question du bien-être puisqu'ils sont par définition en situation de souffrance sociale et sont amenés à gérer des transitions multiples : transitions liées à l'extériorisation par rapport à leur famille, transition spatiale et territoriale les amenant à investir de nouveaux espaces, transition institutionnelle puisqu'ils passent également de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire (l'internat concerne des élèves de 6e).

Annexe n° 5 : Congrès 2012 - Appel à participation



Dans le cadre de l'Année internationale des coopératives (ONU) **Coopération et formes d'organisation sociale**

13 - 14 décembre 2012, Rennes

Appel à participation

En 2009 l'assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2012 **Année internationale des coopératives** : « *en hommage à la contribution de ces associations à la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et l'intégration sociale.* ». Les valeurs évoquées, à cette occasion, par l'ONU mobilisent des questions sociétales et éthiques ; elles décrivent *la prise en charge et la responsabilité personnelles et mutuelles ; la démocratie et l'égalité ; l'équité et la solidarité.*

Ces valeurs sont au cœur du projet PEKEA, mis en place il y a maintenant 10 ans.

Cependant la « coopérative » apparaît avant tout bien souvent comme une forme institutionnelle particulière d'organisation des activités économiques. Ces formes renvoient à la question plus vaste de l'organisation sociale ; c'est pourquoi le congrès 2012 de PEKEA aura pour thème central la **coopération et les formes d'organisation sociale**.

La coopération apparaît en effet comme une modalité d'organisation des activités sociales et économiques qui peut prendre de multiples formes, des plus informelles aux plus organisées, et qui ont pour trait commun la référence à des valeurs partagées (démocratie, égalité, équité, solidarité, liberté, responsabilité, fraternité...). Ces valeurs s'opposent dans une large mesure au processus de réification et de marchandisation porté par une certaine forme de libéralisme économique (souvent plus proche du darwinisme social que de l'essence du projet libéral lui même) mettant l'accent sur l'individu par rapport au collectif.

Envisager ainsi la coopération met l'accent sur la pertinence des 4 blocs de savoir portés par PEKEA :

La **valeur sociétale** : envisagée comme modalité de production par des citoyens libres de finalités communes. La construction sociale des valeurs et des moyens pratiques de les mettre en œuvre apparaît comme l'un des enjeux centraux de la coopération.

La **démocratie face à l'écocratie** : la démocratie est au centre de la coopération et du projet coopératif, il s'agit sans doute d'une de ces valeurs les plus fortes car elle implique de soumettre l'espace économique et ses arrangements institutionnels à la délibération

collective autour des finalités que l'on se donne. Il s'agit aussi de renouer avec l'étymologie du terme économie qui renvoie (au-delà de l'administration de la maison) à la détermination du *bien commun* (et des biens communs), de *ce à quoi l'on tient* et des moyens d'en prendre soin.

Les *comportements individuels et collectifs* : face à des approches qui font du collectif la simple agrégation de rationalités égoïstes, la coopération s'enracine dans la considération du social comme un fait premier, qui implique de construire ensemble des solutions *raisonnables* pour vivre ensemble. Envisager la coopération sous cet angle invite à repenser les articulations entre l'individuel et le collectif et notamment les formes d'organisation qui permettent à la fois l'action collective et l'épanouissement individuel, faisant ainsi écho à l'appel d'Ivan Illitch pour une société conviviale⁴.

Le *futur commun possible* : la coopération, et les formes d'organisation sociale qui la traduisent, ouvrent des perspectives pour un développement humain durable. Les valeurs de solidarité, d'égalité, d'équité... sont incontournables pour contrecarrer les effets pervers de sociétés de la démesure où la concentration des richesses monétaires et la destruction accélérée d'autres richesses (la nature, les cultures, la confiance, les liens sociaux...) sapent les fondements mêmes du vivre ensemble. La coopération peut ainsi être envisagée également comme un chemin vers la construction de cette « intelligence collective » que Dewey⁵ appelait de ses vœux.

Ce congrès invite donc à envisager les 4 blocs de savoir portés par PEKEA à l'aune de la question de la coopération et à construire ensemble des cadres analytiques, conceptuels et opérationnels permettant de concevoir une société où se développeraient « tout l'Homme et tous les hommes » (F.Perroux).

Il est organisé sous le Haut Patronage des Nations-Unies et en coopération entre PEKEA et le CIAPHS (EA 2241), Université de Rennes 2. Il bénéficie également du soutien de l'ISMEA et de l'Institut Veblen.

Cette manifestation se veut un espace de réflexion et de construction collective du savoir. Elle comprend des **plénières** pendant lesquelles seront présentées, par les acteurs de terrain eux-mêmes, des expériences concrètes mettant en « actes » la coopération et ses valeurs :

1. de nouvelles formes d'organisation sociale territorialisée en faveur du développement durable (par exemple, un projet d'éolien citoyen ou la mise en place d'un circuit court local...);
2. de nouvelles organisations collectives en faveur de la création ou reprise d'entreprise (par exemple, le fonctionnement d'un réseau local de soutien à la création d'entreprise ou un projet de reprise en SCOP...);

⁴ La convivialité, Le Seuil, Paris, 1973 cité par Marc Humbert « Convivialisme, politique et économie : I.Illitch et le « bien vivre ensemble » » in A.Caillé, M.Humbert, S.Latouche, P.Viveret « De la convivialité », La découverte, Paris 2011, p.111.

⁵ « Liberalism and social action » (1935), New York, Prometheus books, 2000. Voir également E.Hache «Ce à quoi nous tenons-Pour une écologie pragmatique», La découverte, 2011.

3. de nouvelles formes de coopération sociétale (par exemple, une association porteuse de coopération entre les individus et les générations ou une structure de développement territorial axé sur la culture...).

Elle inclut également des **ateliers** centrés sur cinq thématiques transversales à chacune des expériences présentées :

1. Concevoir (démarches innovantes ; développement du changement)
2. Structurer (structuration des formes coopératives)
3. Financer (formes de financement et coopération)
4. Insérer (interactions avec le territoire et les réseaux locaux)
5. Apprécier (quantification ; production de lien social et de solidarité)

Nous invitons les participants à proposer des questionnements et réflexions à partir de leur champ disciplinaire ou de leurs expériences de terrain sur le thème des liens entre coopération et organisation sociale, et en particulier sur les questions suivants :

Comment concevoir et mettre en œuvre de nouvelles formes de coopération ?
Quelles sont les structures qui émergent du processus de négociation collective ?
Quels nouveaux modes de financement apparaissent pour appuyer les formes coopératives ? Comment un savoir différent, construit sur l'attention portée à la coopération, peut porter les valeurs humaines et solidaires ? Quels sont les apports de la coopération aux quatre blocs de savoir du projet PEKEA ?

Informations

1. Déclaration d'intention :

Le comité d'organisation vous demande de bien vouloir l'informer de votre intention de contribuer en lui transmettant, avant le **20 juin 2012**, un titre, une brève présentation du sujet de l'intervention (2 à 3 lignes) et l'atelier concerné.

Cette étape n'est pas obligatoire ; elle vise à faciliter l'organisation du congrès.

2. Soumission :

Les textes complets des contributions doivent être transmis, en fichier joint .rtf et .pdf (taille de police 12 points ; interligne 1,5), avant le **20 août 2012**.

Ce texte doit faire entre **20.000 et 30.000 signes maximum**, espaces et bibliographie compris.

Les propositions excédant 30.000 signes seront refusées.

Ce texte doit être centré sur les propositions et arguments qui seront débattus en ateliers.

3. Déclaration d'intention et proposition de contribution doivent être envoyées aux deux adresses suivantes :

tifenn.leclercq@pekea-fr.org

congrescooperation@pekea-fr.org

4. Les propositions seront évaluées par le Comité Scientifique, qui rendra sa décision pour le **20 septembre**.

Après acceptation de la contribution, le texte sera mis en ligne sur le site de PEKEA.

5. La présentation en atelier ne devrait pas excéder 5 à 10 minutes (selon l'atelier et la participation) et être centrée sur l'argumentaire principal, de façon à laisser une très large place au débat et à la discussion.

6. Les inscriptions seront ouvertes à partir de la fin août et jusqu'au **20 novembre**.

Deux tarifs sont prévus. Le droit d'inscription au tarif plein, de **80 euros**, comprend la participation au congrès, les pauses-café et le repas du midi pour chacun des deux jours. Le tarif réduit est de 20 euros et n'inclut pas les repas du midi (il est réservé aux étudiants, associations partenaires, etc.).

Tous les participants sont fortement incités à consulter, avant la tenue du congrès, les différentes contributions retenues et disponibles sur le site de PEKEA (<http://www.pekea-fr.org/>) dans le but de favoriser les débats et permettre effectivement la construction collective d'un savoir commun sur la coopération.

Récapitulatif des dates limites :

20 juin : déclaration d'intention de participation

20 août : soumission de la contribution complète

20 septembre : décision du Comité Scientifique (ensuite, textes mis en ligne)

20 novembre : inscription au congrès

Conseil Scientifique

Ali AIT ABDELMALEK (CIAPHS, Univ. Rennes 2)

Alain AMINTAS (CIAPHS, Univ. Rennes 2)

Samuel AUBIN (Chaire Développement Humain Durable et Territoires, Ecole des Mines, Nantes)

Danièle BENEZECH (CIAPHS, CREM, Univ. Rennes 1)

Georgette BILONDA (Club Unesco du Centre d'Action Femme et Enfant, RD Congo)

Hélène COMBE (Chaire Développement Humain Durable et Territoires, Ecole des Mines, Nantes)

Jean-Yves DARTIGUENAVE (CIAPHS, Univ. Rennes 2)

Abdou Salam FALL (IFAN, Univ. Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal)

Philippe FREMEAUX (Institut Veblen, Alternatives Economiques)

Pascal GLEMAIN (ESSCA- Angers, CIAPHS)

Marc HUMBERT (Univ. Rennes 1 et Maison Franco-Japonaise de Tokyo, Japon)

Annie JUNTER (CIAPHS, Univ. Rennes 2)

Stephan KESTING (Université d'Auckland, Nouvelle-Zélande)

Aurore LALUCQ (Institut Veblen)

Sophie LE COQ (CIAPHS, Univ. Rennes 2)

Marguerite MENDELL (Institut Karl Polanyi – Univ. de Concordia, Québec)

Pascale MERIOT (CIAPHS, Univ. Rennes 1)

Jean-Louis PERRAULT (CIAPHS, Univ. Rennes 1)

Jacques PRADES (CERISES, Univ. Toulouse II)

Gilles RAVEAUD (IEE, Univ. Paris 8)

Michel RENAULT (CREM, CIAPHS, Univ. Rennes 1)

Juan SOTO (Centre de Sociologie Politique, Univ. de Santiago du Chili, Chili)

Betty WAMPFLER (Sup Agro Montpellier, UMR MOISA, CIRAD)

Hitoshi YAKUSHIIN (Univ. Tezukayama-Gakuin, Osaka, Japon)